



Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011

Résumé en français

- Chaque année, les *Perspectives de l'emploi* de l'OCDE font le point sur la situation des marchés du travail et de l'emploi dans la zone OCDE.
- L'édition 2011 fournit un panorama des conditions en vigueur sur le marché du travail à la suite de la crise économique et financière. Si le taux de chômage global a reculé par rapport au pic enregistré lors de la récession, il demeure élevé dans de nombreux pays, surtout parmi les catégories de populations vulnérables comme les jeunes défavorisés. En dépit des pressions budgétaires, il est capital de maintenir les mesures qui permettent de faire diminuer le niveau élevé du chômage.
- La récession enregistrée en 2008-2009 a durement mis à l'épreuve le dispositif de protection sociale en place dans les pays de l'OCDE. Selon les *Perspectives de l'emploi*, il existe des écarts potentiellement importants dans l'aide au revenu offerte aux chômeurs. La crise a notamment montré qu'il peut être justifié d'allonger provisoirement la durée maximum de l'allocation chômage en cas de récession grave, surtout dans les pays où la durée normale de versement de ces prestations est relativement courte et où les chômeurs de longue durée n'accèdent que difficilement aux minima sociaux.
- L'édition 2011 analyse également les programmes de protection sociale déployés dans les pays émergents et la manière dont ils peuvent être conçus pour préserver les incitations au travail. L'évaluation en profondeur de l'assurance chômage au Brésil, des transferts monétaires en Afrique du Sud et de l'assurance maladie au Mexique démontre que l'extension de la protection sociale dans les pays émergents peut, si elle est bien pensée, contribuer à améliorer les résultats sur le marché du travail.
- Selon l'édition 2011, nombre de travailleurs des pays de l'OCDE subissent d'importantes variations de revenus d'une année sur l'autre. Toute contraction importante des revenus individuels accentue le risque de pauvreté et de difficultés financières pour le ménage, mais la progressivité de l'impôt sur le revenu et la générosité des allocations chômage tendent à compenser les effets de la volatilité des revenus sur le bien-être des ménages. Les mesures de protection de l'emploi peuvent atténuer les conséquences immédiates des chocs économiques sur l'emploi et les revenus. Toutefois, une réglementation stricte sur les licenciements est souvent associée à une dualité du marché du travail, ce qui contraint les responsables de l'action publique à trouver un compromis entre les effets contradictoires de la réglementation relative aux licenciements.
- Enfin, les *Perspectives de l'emploi* montrent que, dans la zone OCDE, près d'un travailleur sur quatre est trop qualifié par rapport à l'emploi qu'il occupe, tandis qu'un peu plus d'un travailleur sur cinq est sous-qualifié. Ces inadéquations ne sont pas toujours le signe d'un véritable décalage entre les compétences des travailleurs et celles demandées sur le marché du travail. Toutefois, 40 % environ des travailleurs surqualifiés estiment qu'ils disposent des compétences nécessaires pour réaliser des tâches plus exigeantes dans le cadre de leur emploi. Ces résultats, ainsi que d'autres observations inédites, permettent de mieux comprendre à quel point les systèmes éducatifs, la formation

continue et les politiques du marché du travail sont importants pour veiller à ce que les travailleurs acquièrent les compétences nécessaires sur le marché du travail et à ce que ces compétences soient mises au service des emplois les plus adaptés.

UN CHANTIER INACHEVÉ : INVESTIR EN FAVEUR DES JEUNES

S'il est capital de stimuler la croissance de l'emploi, des mesures plus vastes sont également indispensables pour remédier aux problèmes structurels du marché du travail...

Pour lutter efficacement contre le chômage de longue durée, il est impératif de promouvoir une croissance économique créatrice d'emplois. Toutefois, il est possible que cela ne suffise pas à compenser les multiples occasions perdues avant la crise, lorsque des conditions économiques plus favorables n'avaient pas été mises à profit pour combler durablement les inégalités de revenu et d'accès à des emplois correctement rémunérés et productifs. En fait, comme l'OCDE l'indique dans la suite à paraître au rapport Croissance et inégalités de 2008, certaines de ces inégalités se sont même creusées.

Certains jeunes risquent plus particulièrement de se couper du marché du travail, et ce risque a été renforcé par la crise...

Il est particulièrement important de n'épargner aucun effort pour améliorer durablement la situation des jeunes durement touchés par la récession sur le marché du travail (voir chapitre 1). Au premier trimestre 2011, le taux de chômage des jeunes (de 15 à 24 ans) s'élevait à 17.4 % dans la zone OCDE, contre 7 % pour les adultes (25 ans et plus).

Cela étant, ces chiffres ne reflètent qu'une partie des problèmes auxquels les jeunes sont confrontés sur le marché du travail. D'une manière générale, les jeunes déscolarisés et inactifs constituent une catégorie fortement exposée au risque de marginalisation et d'exclusion, risque qui augmente proportionnellement au temps passé en dehors du monde du travail. Au dernier trimestre 2010, ce groupe représentait 12.6 % de l'ensemble des jeunes de 15 à 24 ans dans les 30 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données – contre 10.6 % en 2008 –, ce qui correspond à 22.3 millions de personnes, soit 14.6 millions d'inactifs non scolarisés et 7.7 millions de chômeurs.

Compte tenu de la faiblesse de la reprise de l'emploi, une proportion importante et croissante des jeunes, même parmi ceux qui auraient trouvé un emploi dans des circonstances plus propices, risquent de connaître de longues périodes de chômage ou d'inactivité, avec d'éventuelles conséquences négatives à long terme pour leur carrière, c'est-à-dire un phénomène de stigmatisation. Ils pourraient par exemple avoir des difficultés à trouver un emploi pendant un certain temps et être durablement sous-payés par rapport à leurs homologues. Les jeunes qui achèveront leurs études dans les prochaines années auront probablement plus de mal à trouver un emploi que les générations précédentes.

On cherche depuis longtemps à lutter contre l'exclusion des jeunes du marché du travail mais il n'existe pas de solution miracle...

Les difficultés rencontrées sur le marché du travail par certaines catégories de jeunes ne sont pas nouvelles et préoccupent les pouvoirs publics depuis de nombreuses années. Ainsi, les problématiques propres aux jeunes constituent un thème récurrent des réflexions menées par l'OCDE sur les politiques de l'emploi au cours des 50 dernières années.

Il ressort clairement de ces travaux qu'il n'existe aucune solution toute faite pour garantir à tous les jeunes un bon départ dans la vie active. Si certains pays obtiennent de meilleurs résultats que d'autres dans ce domaine, tous sont confrontés à la même problématique : venir en aide à un noyau dur de jeunes qui risquent de se trouver exclus du marché du travail. L'accélération des créations d'emplois, si elle fait partie intégrante de la solution, ne pourra pas aider tous les jeunes, à moins d'être accompagnée d'autres mesures. L'étude publiée par l'OCDE en 2010, Des débuts qui comptent ! Des emplois pour les jeunes, qui faisait la synthèse des conclusions tirées de 16 études de cas par pays, a mis en évidence un vaste éventail de bonnes pratiques permettant d'aider les jeunes à bien amorcer leur carrière.

Les efforts doivent porter sur deux fronts pour remédier, d'un côté, aux sérieux obstacles structurels qui freinent l'insertion des jeunes sur le marché du travail et, de l'autre, à l'augmentation du nombre de jeunes non scolarisés et inactifs sous l'effet de la crise.

Il faut s'attaquer aux problèmes structurels

...

Dans un premier temps, des politiques appropriées doivent être mises en œuvre pour garantir enfin à tous les jeunes un bon départ dans la vie active. Pour commencer, des mesures « préventives » doivent être prises pour améliorer l'accueil et l'éducation des jeunes enfants, notamment ceux qui sont issus de familles modestes et défavorisées. Pour qu'elles soient efficaces, ces mesures doivent être maintenues tout au long de la scolarité obligatoire, ce qui permettra aussi de lutter contre l'abandon scolaire.

Outre ces mesures, des efforts doivent être consentis pour parvenir à une meilleure adéquation entre les compétences acquises à l'école et les besoins du marché du travail. Comme l'indique le chapitre 4, une grande partie des jeunes travailleurs sont trop qualifiés par rapport à leur emploi, même si la proportion tend à diminuer avec l'âge. Pour remédier aux problèmes d'inadéquation des compétences, les systèmes éducatifs doivent être plus réactifs face à l'évolution des besoins et les choix éducatifs doivent être renforcés, au moyen notamment d'une amélioration de l'offre d'enseignement et de formation professionnels.

Enfin, il convient de supprimer les obstacles à l'emploi des jeunes. Avec une forte segmentation du marché du travail, due à une réglementation trop stricte des contrats d'embauche à durée indéterminée, les premiers emplois de courte durée risquent de ne pas jouer leur rôle de tremplin vers des emplois plus stables et de devenir des voies sans issue. S'il est fixé trop haut par rapport au salaire moyen, le salaire minimum peut également dissuader les employeurs d'embaucher des jeunes peu qualifiés et sans expérience. C'est précisément pour cette raison que certains pays ont institué pour les jeunes un salaire inférieur au salaire minimum.

En dépit des pressions budgétaires, il est essentiel de maintenir un niveau de ressources suffisant pour lutter de manière efficace contre la forte augmentation du chômage des jeunes...

Dans un deuxième temps, l'action publique doit être ciblée de manière à remédier à la hausse du chômage des jeunes provoquée par la crise économique et financière récente. De nombreux pays étant de plus en plus obligés d'assainir leurs finances publiques, il est important que les gouvernements accordent la priorité aux mesures offrant un bon rapport coût-efficacité pour améliorer la situation des jeunes sur le marché du travail. L'action publique doit donc se concentrer sur les jeunes les plus démunis, notamment les chômeurs de longue durée et les jeunes les plus exposés au risque d'exclusion.

On constate que les programmes d'aide à la recherche d'emploi permettent d'agir en amont et avec un maximum d'efficacité dans le cas des jeunes qui sont prêts à entrer dans la vie active. Une extension temporaire du dispositif de protection sociale peut aussi s'avérer cruciale pour éviter la pauvreté chez les jeunes chômeurs. Comme l'indique le chapitre 3, les revenus des jeunes travailleurs sont particulièrement instables. Certains pays ont décidé d'accorder des aides salariales pour inciter les employeurs à recruter de jeunes chômeurs peu qualifiés. Cependant, pour éviter les effets d'aubaine bien connus associés à ces subventions (c'est-à-dire les embauches qui auraient eu lieu de toute façon), ces aides doivent être ciblées, par exemple sur les petites et moyennes entreprises ou sur les contrats d'apprentissage. Dans de nombreux pays, il conviendrait sans doute aussi d'offrir davantage de possibilités de combiner études et travail, par le biais par exemple de l'apprentissage ou d'autres programmes d'enseignement et de formation professionnels en alternance.

Enfin, les jeunes les plus exposés au risque d'exclusion sociale doivent faire l'objet de mesures d'aide plus ciblées et plus intensives. Si la rescolarisation peut s'avérer contre-productive pour cette catégorie de jeunes, les programmes de formation dispensés en dehors du cadre scolaire traditionnel, conjugués à des expériences fréquentes en entreprise et à un accompagnement par des adultes, sont souvent plus efficaces pour ces jeunes coupés de l'école et du monde du travail.

L'investissement en faveur des jeunes doit être l'un des principaux objectifs de l'action publique visant à améliorer durablement la situation économique et sociale de chacun.

Investir en faveur des jeunes et leur garantir un bon départ dans la vie active doivent être deux objectifs essentiels de l'action publique, faute de quoi le noyau dur de jeunes laissés pour compte risque fort de subsister, voire d'augmenter, avec des perspectives très limitées en termes d'emploi et de revenu. Compte tenu du vieillissement de la population, les pays de l'OCDE ne peuvent tout simplement pas prendre le risque de s'exposer aux coûts économiques et sociaux que cela représenterait.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE www.oecd.org/bookshop

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par fax au: +33 (0)1 45 24 99 30.

Service des Droits et Traductions de l'OCDE
2 rue André-Pascal, 75116
Paris, France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights

